



Doctrine

- LES PRINCIPALES CONDAMNATIONS RÉCENTES EN DROIT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES** 4
par Bertrand Thoré, économiste, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- FICHE INDEMNISATION DES PRÉJUDICES (TRIB. COM. PARIS (C. PARIS, 5^e CH.), 4 FÉVRIER 2004)** 6
par Bertrand Thoré, économiste, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE : AU CONFLUENT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DES DONNÉES PUBLIQUES (3^E PARTIE)** 7
par Laurence Tellier-Loniewski et Anne Belmont, avocats, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- LE PROJET DE LOI "FAMILY MOVIE ACT" ET LES LOGICIELS DE FILTRAGE : LA MODIFICATION "À LA CARTE" D'UNE ŒUVRE CINÉMATOGRAPHIQUE** 14
par Ariane Delvoie, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- LE PROJET DE LOI "INDUCING INFRINGEMENT ACT" POUR LUTTER CONTRE LA DIFFUSION ILLICITE DES LOGICIELS PEER TO PEER (P2P)** 16
par Guillaume Jahan, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris

Dossier spécial Internet

- L'INTRODUCTION DANS L'ENTREPRISE DE CHARTES, RÈGLES DE CONDUITE, CODES ÉTHIQUES OU DÉONTOLOGIQUE : QUELLES PROCÉDURES ?** 18
par Sonia Hadjali, avocat, Alain Bensoussan-Avocats, Paris
- BILAN DU CONFLIT ENTRE MARQUES ET NOMS DE DOMAINE (1^{RE} PARTIE)** 20
par Emmanuelle Garnier, Docteur en droit
- L'UTILISATION LICITE DES COOKIES EN DROIT COMMERCIAL (1^{RE} PARTIE)** 24
par Loïc Lerouge, Docteur en droit, ATER à la Faculté de droit de La Rochelle

Jurisprudence

- CONTENTIEUX ADMINISTRATIF** 31
Procédure d'urgence - Référé suspension - Déclaration de travaux - Postes et télécommunications - Antennes relais - Téléphonie mobile - Principe de précaution
(Note Danièle Véret, Arnold Vève) Cons. d'État (sect. Cont.), 28 avril 2004, n° 260049
- BREVETS D'INVENTION** 34
Saisie-contrefaçon - Procédure - Assistance de l'huissier par un expert - Droit à un procès équitable - Convention européenne des droits de l'homme - Expert indépendant des parties - Préposé de la partie saisissante (non)
(Note Laurence Tellier-Loniewski et Prisca Mauriello) Cass. com., 28 avril 2004, n° 02-20330

Sommaires de jurisprudence

- INFORMATIQUE** 38
Vente et installation de matériel informatique - Obligation de l'installateur - Devoir d'information et de conseil - Obligation de s'assurer de la compatibilité du matériel avec les logiciels fournis - Non-conformité de l'installation - Action en garantie des vices cachés - Bref délai
Cass. 1^{re} civ., 25 mai 2004

COMMERCE ET INDUSTRIE	40
Conseil de la concurrence – Attributions et pouvoirs – Abus de position dominante – Télévision par ADSL – Internet haut débit – Concurrence – Marché émergent – Entente – Vente liée – Mesures conservatoires – Présomption raisonnablement forte d’infraction – Sanctions C. Paris (1 ^{re} ch., sect. H), 29 juin 2004	
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE	41
Infractions et sanctions – Contrefaçon – Jeu vidéo – Site internet – Liens hypertexte – Téléchargement illicite – Complicité par fourniture de moyens – Responsabilité C. Aix-en-Provence (5 ^e ch. corr.), 10 mars 2004	
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE	42
Ventes protégées – Internet – Site web – Éléments graphiques – Scripts informatiques – Degré d’originalité – Caractère distinctif et protégeable (non) C. Douai (1 ^{re} ch., sect. 2), 23 février 2004	
ÉLECTRICITÉ	42
Électricité de France – Prise de participation dans une société commerciale – Contestation de la délibération du conseil d’administration – Loi du 10 février 2000 – Organisation et fonctionnement du service public – Juridiction compétente – Ordre administratif – Prérogative de puissance publique (non) Trib. confl. (cont.), 26 avril 2004	
PRESSE	43
Diffamation – Éléments constitutifs – Internet – Diffusion de propos contraires à l’honneur et à la considération d’une société commerciale – Cessation de la diffusion du contenu – Noms de domaine diffamatoires – Suppression des adresses – Loi pour la confiance dans l’économie numérique (article 6) – Application spontanée par l’hébergeur – Responsabilité (non) Trib. gr. Inst. Paris (ord. réf.), 9 juillet 2004	
TRAVAIL	44
Syndicats professionnels – Exercice du droit syndical dans les entreprises – Modalités de communication – Tracts syndicaux – Diffusion – Intranet d’entreprise – Messagerie électronique – Article L. 412-8 du Code du travail – Absence d’accord d’entreprise – Interdiction Trib. gr. inst. Nanterre (ord. réf.), 26 octobre 2004	
TRAVAIL	45
a) Pouvoir de direction de l’employeur – Règles d’éthique – Charte – Atteinte à la vie privée des salariés – Prescriptions générales et permanentes – Modification du règlement intérieur – Consultation des représentants du personnel – b) Intranet – Site Internet de l’entreprise – Diffusion – Trouble manifestement illicite Trib. gr. inst. Nanterre (ord. réf.), 6 octobre 2004	

Base de vues juridiques – Alain Bensoussan	47
---	-----------

TOUTE REPRODUCTION MÊME PARTIELLE EST INTERDITE, SAUF EXCEPTIONS PRÉVUES PAR LA LOI
La réalisation de panoramas de presse sur intranet incluant un extrait du contenu de la présente publication est conditionnée à la conclusion d’un accord avec le Centre français d’exploitation du droit de copie (CFC).